

SINISTRES

Des chalets

Insécurité, manque d'eau et d'hygiène, maladies, chômage à plus de 80%, promiscuité — certaines familles s'entassent à 12 personnes dans un 36 mètres carrés —, et maux sociaux dont la consommation des drogues pour fuir une malice des chalets "transformés sous la chaleur caniculaire de l'été en véritables cocottes-minutes", pour paraphraser un occupant de Bordj-Menaïel. Des cas de prostitution clandestine nous ont été signalés notamment à Bordj-Menaïel où des islamistes sont de retour pour moraliser les sinistrés qui se seraient écartés du droit chemin.

"Depuis la remise des clés dans des conditions que vous savez, l'Etat nous a délaissés." Alors que la situation commandait de mettre des instruments fiables et des hommes courageux pour gérer une situation exceptionnelle, l'opacité et l'imprécision ont généré des trafics concernant l'attribution des chalets.

A ce jour, aucune liste de bénéficiaires n'est disponible dans aucune commune, l'allocation de l'aide de 200.000 DA, destinée aux sinistrés qui ont vu leurs habitations effondrées et qui ont perdu leurs affaires personnelles a été une

aubaine pour certains élus pour se servir et servir leurs proches. Aujourd'hui encore, les travaux de confortement ne sont pas terminés. Pis, 15 mois après la secousse tellurique, des décisions de démolition de certains immeubles qui font courir des risques aux voisinages et aux passants dans une rue très fréquentée notamment à Bordj-Menaïel ne sont pas exécutées. A ce jour, des familles sont toujours hébergées sous des tentes au *douar* Benouali de cap Djenet. S'agissant du relogement définitif, la majorité les hébergés dans le préfabriqué ne se font pas d'illusions ; les plus optimistes tablent sur un séjour qui avoisinerait le quinquennat, tout au plus 20 % des sinistrés seraient relogés selon l'engagement gouvernemental sitôt le programme des constructions lancées récemment réalisé. "Le reste de la population sera, je le crains fort, rattrapé, sous les mêmes toits, par la prochaine décennie", estime un jeune universitaire d'un camp de Corso. Par ailleurs, le sentiment d'abandon est exacerbé par l'absence de l'Etat, la désertion du mouvement associatif et le mépris affiché, aux dires des citoyens, par les élus locaux décriés par tous les rescapés du 21 mai.

Interrogé sur la situation de la wilaya post-séisme, un élu du FFS à l'APW de Boumerdès déplore la mauvaise gestion : "L'argent est disponible mais c'est la gestion rationnelle qui fait défaut. De plus les APC n'ont plus de moyens et la majorité des entreprises sollicitées ne jouent pas le jeu ; elles ne sont intéressées que par le gain facile et rapide." De son côté, cette assemblée de wilaya ne cache pas ses appréhensions.

A cet effet, elle fait appel à l'intervention du premier magistrat du pays. Dans le rapport consacré au séisme, on peut lire : "A l'avenir, la situation se compliquera davantage d'autant plus que les besoins sociaux iront en augmentant. Nous craignons le ralentissement du développement de notre wilaya, voire sa régression par rapport aux autres régions..."

Certes, il y a bien des responsables qui déploient quotidiennement des efforts colossaux pour prendre en charge les doléances des sinistrés, cependant, ces autorités régionales ne sont pas soutenues par un tissu institutionnel performant et de base crédible.

De plus, ces efforts ne s'insèrent pas dans un programme national transparent et assumé

par tous. Dès lors, leur labeur devient à chaque fois un coup d'épée dans l'eau. La crainte de voir à terme les 101 sites de plus de 20.000 chalets se transformer en ghettos, d'autant plus que la majorité des sinistrés sont issus des cités, quartiers populaires ou des villages et hameaux déjà atteints par la précarité due à la crise économique durable, n'est pas un risque encouru seulement par la seule wilaya de Boumerdès. En effet, si des mesures radicales ne sont pas prises, ces camps deviendront de véritables poudrières pour tout le pays. L'argent à lui seul ne suffit pas, avouait, au sujet de la prise en charge des difficultés de citoyens, M. Zerhouni, ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales.

Cette confession manifeste d'une haute autorité intéressée par la gestion de l'après-séisme laisse supposer qu'il manque de la technicité et de l'action dans la démarche gouvernementale. A chacun d'assumer ses remises en cause. Nous avons visité, en début de semaine, des sites de plusieurs communes. Pour les sinistrés rencontrés, le constat est malheureusement amer.

A. L.

BORDJ-MENAIEL

Les boissons alcoolisées vendues aux portes des chalets

A l'entrée du site des 400 chalets de la ZI construits à l'ouest de la ville, deux baraques en roseaux et tôle ont été érigées à quelques pas des habitations en préfabriqué. Elles servent de commerce aux boissons alcoolisées, d'après les dires du voisinage.

Plus loin, un commerçant clandestin a carrément bouché un chemin pour aménager un troisième débit de boissons qui fait face, à une dizaine de mètres, à l'entrée d'une caserne militaire. Selon les sinistrés du site, aucune autorité ne s'inquiète de ces lieux tout à fait illicites et source de beaucoup de problèmes. A propos de l'écoulement des drogues, la réponse nous est venue d'un confrère : "C'est le Chicago de la drogue." Faisant allusion à plusieurs sites de la localité. Un autre sinistré du site de la ferme-pilote mitoyenne de la BCR comprenant 300 chalets nous déclare : "Un chalet est utilisé spécialement pour écouler de la drogue." Questionnés, plusieurs sinistrés n'ont pas démenti des informations faisant état d'habitations utilisées comme lieux de prostitution. "Nous n'avons pas d'élus ni d'APC", nous a dit avec une vive colère M. Hamzoui, 37 ans, père de 4 enfants, licencié de l'APC pour avoir, selon lui, défendu ses droits de sinistré. Il en veut particulièrement au vice-président de cette institution, le docteur Ouzeriat.

"Pour avoir manqué de respect à ma mère, nous en sommes venus aux mains. Il avait dit à ma mère : 'Va, que la mer t'emporte !' " affirme l'homme en colère. Il nous décrivait par la suite le calvaire quotidien de sa famille et de ses voisins.

"Ces chalets sont de véritables cocottes-minute. La chaleur est à l'origine de beaucoup de maladies, particulièrement l'asthme, qui est très répandue, l'hypertension causée par le stress qui est toujours vivace et les difficultés quotidiennes. Voyez l'hygiène ! Les ordures s'entassent, les citernes d'eau sont

vides et non conformes pour le transport de l'eau potable. Quand il pleut, les chalets deviennent des marres d'eau. Les réseaux d'assainissement mal faits dégagent des odeurs nauséabondes !" Sur la plupart des sites que nous avons visités ce vendredi, les travaux de viabilisation sont toujours en cours. La promiscuité est un problème qu'affrontent bon nombre de familles comme celle de M. Bouarif Rabah, 59 ans. "Nous sommes 11 personnes, dont un de mes enfants marié, à vivre dans le même chalet de 36 mètres carrés", se plaint-il.

A ces difficultés s'ajoutent des problèmes de transport surtout pour les collégiens et les collégiennes. "Sous la canicule ou sous la pluie, ils attendent les bus dans un terrain dépourvu de toute sécurité." Concernant les petits, une école de 6 classes est en cours de construction. Selon le conducteur des travaux, elles devaient être livrées avant la rentrée scolaire de septembre ; mais ce technicien reste évasif s'agissant des travaux annexes, à savoir les murs de soutènement, la clôture... A rappeler que plusieurs élèves du primaire faisaient quotidiennement plus de neuf kilomètres pour rejoindre leurs classes à Tizi n'Ali Slimane.

M. Hamzaoui revient à la charge pour mettre en exergue la mauvaise gestion de l'APC en posant une question qui sous-entend bien des choses : "Où sont passées les tonnes de dons de médicaments ?" Et d'ajouter : "La majorité des bénéficiaires de chalets ne sont pas des sinistrés et ne sont même pas des enfants de Bordj." Pour étayer ses dires au sujet de cas de *hogra* subis par certaines familles de la ville, il



nous citera le malheur d'une dame, M^{me} Tahanouti Yamina, sinistrée, et à qui, selon lui, une habitation de secours aurait été refusée. Pas loin du site des 300 chalets de la ferme-pilote, 120 habitations en préfabriqué avec des sanitaires collectifs sont en cours de construction mais le chantier est à l'arrêt au motif, d'après un élu de l'APW, que l'argent manque.

Sur le point de quitter les lieux, nous avons rencontré M. Hadri Mohamed, 45 ans, journaliste et père de 5 enfants, dont une fille de 9 ans handicapée à 100%.

"La pauvre, elle a enduré toute la canicule à l'intérieur du chalet. Si nous avions une chaise roulante, ses frères pourraient la faire sortir de temps à autre pour prendre l'air." Questionné sur l'aide du mouvement associatif local, c'est M. Hamzaoui qui répondra : "Les associations sont présentes uniquement lorsqu'il y a un intérêt pour les responsables." Au centre-ville de Bordj-Menaïel, la situation n'est guère reluisante. Et pour cause, les rues de marché, pas loin du théâtre où active le célèbre dra-

maturge Fetmouche, sont jonchées d'ordures. Il s'y dégage une mauvaise odeur de sardines pourries devant les commerces de la rue Amirouche. Justement dans cette grande rue, à hauteur du marché, sur le trottoir sud, six bâtisses présentent un danger certain pour les passants de cette avenue très fréquentée. En effet, dans les locaux du rez-de-chaussée de ces bâtisses collées les unes contre les autres, les commerçants activent toujours, alors que les murs du premier étage de ces vieux bâtiments qui donnent sur le trottoir se sont effondrés et de grosses pierres qui risquent de tomber à tout moment sont restées en l'état. Selon des indiscretions, les propriétaires des lieux ont vu leurs maisons classées rouge par le CTC, tandis que les locataires des locaux commerciaux auraient eu des fiches du même CTC au vert, ce qui ne les obligerait pas à évacuer les locaux.

Par contre, les ex-occupants du premier étage qui ont quitté leurs logements auraient été, bien entendu, classés rouge. "C'est à ne rien comprendre aux techniques du

bâtiment", s'exclame un ancien Bordjien. Ce dernier nous montre l'énorme hangar en ruine appartenant à une société privée. La partie du bâtiment restée debout est lugubre et risque de s'écrouler sur plusieurs villas occupées par des familles. "Même le tribunal risque d'en pâtir en cas d'effondrement", précise notre guide. De plus, malgré son état, le hangar est utilisé, à en croire notre vis-à-vis, pour stocker des marchandises exposant ainsi les manutentionnaires aux multiples dangers. Attablé à la terrasse d'un café, M. Ikherbine, ancien élu de l'APW, nous montre les grandes fissurations d'une maison située sur la grande avenue puis conclut : "La majorité de ces bâtisses qui ont 134 ans d'âge ont été classées au rouge ; par conséquent, elles doivent être démolies à titre préventif. Mais c'est la fuite des responsabilités et aucune autorité ne prend la décision.

L'Etat est absent et nous n'avons plus d'APC !", dit-il avec amertume. Le Tout-Bordj parle des 200 000 DA affectés, en violation des articles du décret exécutif régissant la gestion de cette aide, aux proches des élus.

D'ailleurs, le chef du gouvernement a été saisi à ce sujet par lettre dont une copie est en notre possession. A ce propos, on nous a cité le cas de la cité de la Forêt classée rouge mais qui ne s'est pas effondrée. Pour le reste, les commerçants du rez-de-chaussée demeurent sur place.

Le bâtiment comprend 66 studios, mais l'Etat aurait déboursé, selon nos informations, 200 000 DA à chacun des 135 bénéficiaires supposés résidents de cette cité.

Une simple soustraction révélerait aux communs des mortels qu'il y aurait 69 attributaires en trop. Par ailleurs, plusieurs studios ont été squattés ces derniers jours.

A. L.

DE BOUMERDES au ghetto

1^{re} PartieDOSSIER
REALISE PAR
ABACHI L.

HAOUCH BENOUALI CAP-DJENET

Des familles toujours sous les tentes

Au début du mois d'octobre 2003, lorsque nous nous présentâmes au village pour nous enquêter auprès des habitants de ce bourg des difficultés relatives à la prise en charge par les autorités des séquelles du séisme, pour toute réponse un jeune de la localité avait tenu ces propos à la hauteur de la frustration ressentie et de la colère réelle : "Nous sommes limogés de la société."

Depuis cette date, la situation a-t-elle changé pour ces villageois ? Pas évident, puisque à ce jour des familles sinistrées occupent des tentes. En compagnie d'un confrère d'un quotidien régional arabophone, nous avons rendu visite aux Benabri. En effet, le père et ses deux rejetons, tous les deux mariés, occupent deux tentes érigées au milieu du *haouch* familial subitement devenu désertique après le tremblement de terre du 21 mai. Selon l'une des jeunes femmes, les trois familles se composent de 9 personnes entre enfants et adultes. A l'intérieur des tentes dans lesquelles ces familles dorment et font leur cuisine, elles ont construit une chambrée en terre et roseaux. M. Sadeddine Mohamed occupe avec ses 8 enfants quelques restes

de baraque que son vieux père lui a cédée aux côtés d'une étable d'où se dégagent de très fortes odeurs. Sous un hangar, une tente a été dressée. Personne ne pourrait rester plus de dix minutes dans ce lieu.

Le fils, Noredine, 19 ans, nous a expliqué que les autorités avaient classé leur ancienne maison à l'orange IV mais vu son état délabré son père dut se résoudre à la démolir pour reconstruire. "Nous devions normalement toucher 700 000 DA de l'Etat, cependant, seuls 290 000 DA nous ont été versés. Le reste aurait été reversé au bureau d'études, nous dit-on." Effectivement, la nouvelle construction comprend uniquement le parterre et les murs.

A noter que tous les sinistrés de la wilaya se plaignent de cette aide au confortement qui est amputée



constamment d'une partie du montant. De son côté, Sebbagh Redouane, handicapé à 100%, s'estime lésé par les techniciens du CTC, puisque, selon lui, son unique pièce qu'il occupait avec sa femme et son

enfant, située à l'intérieur du *haouch* familial, a été détruite par le séisme mais classée vert II d'après le diagnostic fait à la bâtisse parentale. Mme Guesbi Yamna, 80 ans, mais toujours en verve, quant à elle, ne

décolère pas contre les autorités qui, dit-elle, l'ont complètement abandonnée. Dans ce village de plusieurs milliers d'habitants, tous les ingrédients de la ghettoïsation sont réunis : exclusion, chômage malvie des jeunes, pauvreté, absence d'infrastructures communes (santé, école, activités socioculturelles...), la majorité des habitations sont construites avec des matériaux rudimentaires (terre, tôle en zinc et roseaux). A l'origine, ces villageois occupaient les hameaux qui cernaient les hauteurs de la commune de cap Djenet et qui étaient très pauvres, l'armée coloniale les avait regroupés dans cette cuvette isolée au pied du massif de Sahel Bouberak.

A. L.

BOUDOUAOU

Un léger mieux

Rencontré dans son modeste bureau, au centre culturel de la ville, qui lui sert de lieu de travail, M. Mahsas, l'un des rares maires à mettre de l'ardeur et de la passion pour mieux présider aux affaires de sa commune, se montre optimiste concernant sa localité. "Nous avons distribué pas moins de 1300 chalets dans 10 sites que compte la commune. Quelques chalets seraient attribués aux cas sociaux. Les problèmes qui subsistent à ce jour se rapportent aux travaux de

confortement et aux différentes indemnités aux sinistrés", nous a-t-il déclaré. M. Mahsas est conscient que tous les hébergés sous les chalets ne seront pas relogés avant la fin de l'année prochaine puisque, pour l'heure, sa commune n'a bénéficié que d'un quota de 950 logements en dur dont les travaux viennent à peine d'être entamés.

Toutefois, cette APC ne reste pas les bras croisés. Elle compte exploiter au maximum la manne financière déversée par l'Etat pour

lancer un programme de réhabilitation de la ville en matière de route, AEP, assainissement... Chez les sinistrés de cette commune, surtout ceux du site du Plateau à l'ouest de la ville, l'usure du temps passé sous les tentes et les difficultés quotidiennes dans les chalets commencent à produire leur effet sur le mental de ces citoyens. "Ce pays nous a usés !" crie avec colère Amar, un père de 5 enfants. Ses voisins l'ont rejoint et ils ne se sont pas privés pour nous relater leur calvaire

durant cet été. "La chaleur est insupportable. Beaucoup de maladies sont apparues comme l'asthme, le diabète, l'hypertension, les maladies cardiovasculaires... Et la pauvreté !" Les anciens habitants de la cité des 605-Logements, photos à l'appui, s'en prennent au CTC et à l'OPGI qui leur demande, semble-t-il, de regagner leur domicile.

"Jamais ! Même si on me tuait ! Regardez le travail bâclé et le trafic ! Quelles garanties de sécurité ai-je pour rentrer chez moi

?" Effectivement, les photos montrent des murs en béton cisailés au milieu. Un autre nous relate une aberration, selon lui, des services techniques se rapportant à une bâtisse classée rouge.

Le permis de démolition aurait été établi, mais, d'après lui, cette demeure a été confortée avec des défauts criants. Aucun d'eux ne s'attend à quitter les chalets avant plusieurs années. Ils déplorent, en outre, l'absence des ONG et le manque de sécurité.

A. L.

ZEMMOURI

Pas d'eau depuis 15 jours

Au site des chalets de Saf-Saf Nabi installé à la limite ouest de la commune de Zemmouri et qui regroupe les sinistrés des zones éparses de la commune, c'est le manque de sécurité et d'eau qui revient couramment dans les discussions avec les rescapés du 21 mai 2003. 450 familles dont 150 parmi celles qui ont perdu leurs maisons occupent l'endroit. Interrogé sur la présence de l'APC, Lounès El-Fellah, pêcheur de son état, estime qu'on ne pouvait rien attendre de cette institution : "Elle est sinistrée, elle ne dispose d'aucun moyen !"

Par la suite, il nous fera part de ses inquiétudes en matière de sécurité. "Il y a trop de bagarres et d'incivilités", proteste-t-il avant de faire état d'un incendie qui avait ravagé un chalet sans que les sapeurs-pompiers puissent intervenir. Il nous montre les bouches d'incendie qui ne sont pas raccordées au réseau d'AEP et qui ne servent absolument à rien.

"Ce sont des millions de dinars gaspillés." Il nous signale un défaut commun à tous les chalets, il s'agit des infiltrations des eaux de pluie. Questionné sur l'aide à la reconstruction accordée aux sinistrés ayant une habitation individuelle, le pêcheur, rejoint par l'un de ses voisins, reste dans l'expectative : "Nous ne savons rien et nous risquons de rencontrer un obstacle relatif à la possession de l'acte de propriété."

A. L.

BOUMERDES

Manque de sécurité et de transport

"Dès les fins d'après-midi, les mauvaises odeurs qui arrivent à nous deviennent plus fortes que les gaz de Saddam Hussein", ironise un habitant du site Derriche de 200 chalets qui sont montés à quelques dizaines de mètres de la station d'épuration des eaux usées de Boumerdes.

Un peu plus loin, au sud et à l'est de ce site, deux grands pouilliers sont installés. Les résidents montrent l'état de la route qui est dans un état de dégradation avancée. "Une fois qu'elle subira les averse hivernales, elle sera impraticable.

De plus les travaux autour des chalets, notamment les palissades, ont été abandonnés." Tel est le diagnostic qui nous a été établi par un groupe de jeunes de la cité. Les écoliers, quant à eux, éprouvent mille et une difficultés pour rejoindre leurs classes au centre-ville, à quelques kilomètres.

"Nous espérons que les responsables se pencheront sur le problème du transport

d'autant que l'hiver approche." "En outre, des énergumènes rôdent dans les environs pour importuner les lycéennes alors que les gendarmes ne font que des rondes espacées", ajoutent ces jeunes. Au camp de Seghirat, abritant les sinistrés de Boumerdes, majoritairement des agents de Sonatrach ainsi que des sinistrés de la commune de Thénia, le sentiment d'aban-

don est fort. "A chaque fois que l'électricité est coupée, nos enfants sont terrorisés et commencent à sangloter car le site est vraiment isolé", raconte une mère de famille ? Les chalets sont sans clôture. Par conséquent, dès que les occupants ouvrent leurs portes, ils se retrouvent directement soit dans la rue soit sur un terrain vague. Leur intimité n'est point préservée et leur

sécurité non assurée. Après avoir décliné notre identité, une famille composée uniquement de femmes nous invite chez elle.

La mère, d'un âge avancé, est malade. Dans cette famille de 5 personnes, deux filles sont handicapées et abandonnées par leur père. C'est une famille qui venait de la cité des 1200-Logements de Boumerdes. Les problèmes de cette

famille sont ceux de toutes celles des camps de chalets, à savoir le sentiment d'injustice et d'abandon vécu de manière tangible quotidiennement. Lorsque l'on avait posé la question à l'une des jeunes femmes, étudiante en droit à Ben Aknoun, sur la prochaine rentrée, cette dernière fit une moue qui en disait long sur ce qu'elle pensait au sujet de cette rentrée.

A. L.

CORSO

Camp des 188 chalets, site modèle

C'est l'un des premiers villages en préfabriqué à accueillir les rescapés du séisme. Bâti dans une ancienne EAC, il est bien aménagé et propre. En plus des commodités courantes, les autorités ont installé une antenne du Croissant-Rouge algérien qui a réceptionné des équipements pour ouvrir, à l'intention des jeunes filles sinistrées, des ateliers de formation de coiffure pour dames, de couture et de broderie. Une association d'aide psychologique a installé ces quartiers

dans un chalet qui lui a été attribué. De même que l'association écologique de Boumerdes active en direction de l'enfance et des personnes âgées.

L'état des lieux se distingue par la propreté et la bonne tenue des environs. Et pour cause, ce site a eu le privilège de recevoir le chef de l'Etat lors de sa tournée dans la wilaya la veille de l'Aid El Kebir et à quelques mois du scrutin d'avril. Une autre personnalité, M. Nicolas Sarkozy en l'occurrence, du temps où il était ministre d'Etat,

ministre de l'Intérieur et candidat potentiel en 2007 à l'Elysée, avait rendu visite à ce camp et s'est entretenu avec un sinistré qui se trouve être un élu à l'APW de Boumerdes.

D'ailleurs, M. Sarkozy qui était accompagné de plusieurs représentants des médias français n'avait pas manqué de féliciter, à l'occasion, les autorités algériennes pour leur promptitude à prendre en charge les séquelles du séisme du 21 mai 2003.

A. L.